

**CARACTÉRISTIQUES ET MODALITÉS D'EXÉCUTION DU SYSTEME
D'ACQUISITION DYNAMIQUE
(CCME)**

**SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE (SAD)
MATERIELS INFORMATIQUES BUREAUTIQUES**

DOSSIER REFERENCE : SISAD241

SOMMAIRE

1	PRÉSENTATION ET OBJET DU SAD	4
1.1	Présentation	4
1.2	Objet	4
2	CATÉGORIES DU SAD	4
3	DESCRIPTIFS TECHNIQUES ET PRESTATIONS ASSOCIEES A CHAQUE CATEGORIE	5
3.1	Catégorie 1: Ordinateurs portables	5
3.2	Catégorie 2: Moniteurs	6
3.3	Catégorie 3: Ordinateurs fixes	6
3.4	Catégorie 4: Tablettes	7
4	GARANTIE	7
4.1	Exigences communes et définitions	7
4.2	Définition de la « garantie standard »	8
4.3	Définition de l'« extension de garantie »	8
4.4	Exigences de garantie en France métropolitaine (corse comprise) et en DROM-COM	8
5	LIEU D'EXÉCUTION	8
6	DESCRIPTION GENERALE DES CONDITIONS DE LIVRAISON	8
7	DOCUMENTS RÉGISSANT LE SAD	10
8	DURÉE DU SAD	10
9	MODALITÉS DE SÉLECTION DANS LE SAD	10
10	CLAUSES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES	11
10.1	Dispositions environnementales	11
10.1.1	Dispositions environnementales communes à toutes les catégories	11
10.1.2	Durée de vie des matériels (hors accessoires)	12
10.1.3	Fiabilité et transparence des informations sur la qualité environnementale et sociale des produits	12
	Évolution des spécifications techniques et environnementales	12
11	MODALITÉS DE REMISE EN CONCURRENCE POUR L'ATTRIBUTION DES MARCHÉS SPÉCIFIQUES	12
11.1	Conditions générales de passation des marchés spécifiques	12
11.2	Durée des marchés spécifiques	13
11.3	Documents remis aux candidats lors de l'envoi de l'invitation à soumissionner	13

11.4	Organisation de la mise en concurrence dans le cadre des marchés spécifiques	13
11.4.1	Modalités de choix de l'offre.....	13
11.4.1.1	Les critères d'attribution des marchés spécifiques.....	13
11.4.1.2	Critères d'attribution pour toutes les catégories.....	14
11.4.2	Test de conformité et / ou évaluation d'ergonomie des matériels.....	14
11.4.3	Suivi de l'exécution des marchés spécifiques par France Travail.....	14
12	DISPOSITIONS DIVERSES	15
12.1	Exclusion d'un candidat admis.....	15
12.2	Forme des notifications et des informations.....	15
12.3	Langue.....	15
12.4	Assurances	15
12.5	Résiliation.....	15
12.6	Différends et litiges	15

1 PRÉSENTATION ET OBJET DU SAD

1.1 PRÉSENTATION

Pour la présente consultation, France Travail a décidé de relancer un système d'acquisition dynamique (SAD) pour la fourniture de matériels informatiques bureautiques à l'usage des agents France Travail et des demandeurs d'emploi, sur l'ensemble des sites France Travail du territoire national (France métropolitaine et DROM-COM).

Le SAD est ouvert pendant toute sa période de validité à tout opérateur économique satisfaisant aux critères de sélection. Pour assurer l'égalité de traitement et permettre à tout opérateur économique intéressé de participer au SAD, France Travail offre, par voie électronique, un accès libre, direct et complet aux documents de la consultation tout au long de sa durée de validité.

1.2 OBJET

Le présent système d'acquisition dynamique a pour objet la fourniture de matériels informatiques bureautiques.

Le système d'acquisition dynamique doit offrir souplesse et ouverture à toute entreprise répondant aux minima de candidature. Il devra permettre de couvrir les achats standard de fournitures mais aussi rester ouvert aux nouvelles technologies.

Le système d'acquisition dynamique donne lieu à la conclusion de marchés spécifiques de fournitures.

2 CATÉGORIES DU SAD

Le SAD est subdivisé comme suit :

Catégorie	Objet
1	Ordinateurs portables et accessoires associés
2	Moniteurs
3	Ordinateurs de bureau fixe
4	Tablettes et accessoires

3 DESCRIPTIFS TECHNIQUES ET PRESTATIONS ASSOCIÉES À CHAQUE CATÉGORIE

L'ensemble des descriptifs sont des éléments de conformité et les valeurs requises doivent être au minimum ou maximum (en fonction du critère) celles indiquées dans chaque tableau de conformité.

Le ou les matériels proposés par le candidat dans le cadre des marchés spécifiques devront répondre à minima à ces caractéristiques minimales pour le ou les modèles demandés par France Travail.

Tous les équipements proposés par les candidats et bénéficiant d'un label doivent figurer dans la liste des produits référencés par ce même label. Cette liste est publiée sur les sites internet des labels concernés et facilement accessible.

Sous-réserve de correspondre aux caractéristiques des labels exigés par le pouvoir adjudicateur, d'autres labels peuvent être proposés par les candidats : TCO, EPEAT, écolabel européen (EU Ecolabel), label Ange Bleu, label Cygne Nordique, MIL-SPEC.

Tout autre moyen de preuve approprié et équivalent aux labels mentionnés ci-dessus est accepté (dossier technique du fabricant, rapport d'essai réalisé par un organisme agréé, etc.). Les référentiels des labels EPEAT et TCO sont disponibles respectivement sur les liens suivants : <https://www.epeat.net/> et <https://tcocertified.com/tco-certified/>.

Chacune des catégories pourra donner lieu à une ou plusieurs configuration(s) matériel(s). Les marchés spécifiques compléteront ou préciseront les exigences minimales attendues.

Les marchés spécifiques définiront les accessoires associés aux configurations et, le cas échéant, les services complémentaires associés nécessaires à la bonne exécution du marché spécifique.

Les marchés spécifiques définiront également les spécifications environnementales associées aux matériels et / ou aux accessoires.

3.1 CATÉGORIE 1 : ORDINATEURS PORTABLES ET ACCESSOIRES ASSOCIÉS

L'ordinateur de type portable est un ordinateur devant permettre aux agents un usage mobile et/ou sédentaire des services et outils de France Travail. Les configurations devront couvrir des besoins standards bureautique, mais également des besoins nécessitant plus de puissance de calcul pour des populations de type développeur ou concepteur graphique. Le PC portable est déclinable selon différents formats (ex. classique, 2-en-1, détachable), différents poids, différentes tailles, et peut être amené à disposer de fonctionnalités supplémentaires (ex. écran tactile pouvant réaliser une rotation à 360°).

Caractéristiques techniques	Exigences minimales
Processeur	Support des instructions 64 bits Icore3 ou équivalent
Mémoire vive (RAM)	16 Go minimum
Disque dur	DD 256 Go SSD SSD ou technologie équivalente
Taille d'écran	Écran non-tactile 14" mat, Écran tactile 13" mat
Clavier	AZERTY

Emulation souris	Type Trackpoint et/ou Touchpad ou technologie équivalente
Autonomie sur 1 batterie	6 heures minimum en fonctionnement
Poids du portable avec la batterie	3,5 kg maximum
Norme environnementale	Le matériel doit respecter les normes EPEAT Gold ou équivalent, ainsi que MIL-SPEC. <i>Dans le cadre des MSP, d'autres normes / exigences environnementales pourront être demandées.</i>

3.2 CATÉGORIE 2 : MONITEURS

Le moniteur est un écran fonctionnant avec un ordinateur devant permettre aux agents ou aux demandeurs d'emploi un usage sédentaire des services et outils de France Travail. Le moniteur est déclinable selon différentes tailles et peut-être amené à disposer de fonctionnalités supplémentaires (ex. écran tactile, webcam ou hub intégré).

Caractéristiques techniques	Exigences minimales
Taille	24"
Alimentation	Alimentation secteur intégrée
Dalle	Mate
Connecteur obligatoire	HDMI ou équivalent en cas de changement technologique
Norme environnementale	Le matériel doit respecter les normes EPEAT Gold ou équivalent.

3.3 CATÉGORIE 3 : ORDINATEURS FIXES

L'ordinateur de bureau fixe est un ordinateur devant permettre aux agents ou aux demandeurs d'emploi un usage sédentaire des services et outils de France Travail. Les configurations devront couvrir des besoins standards de type bureautique mais également des besoins nécessitant plus de puissance de calcul pour des populations de type développeur ou concepteur graphique. L'ordinateur de bureau fixe est déclinable selon différents formats (ex. tour, desktop, tout-en-un), différentes tailles, et peut-être amené à disposer de fonctionnalités supplémentaires.

Caractéristiques techniques	Exigences minimales
Processeur	Support des instructions 64bits
Mémoire vive (RAM)	Minimum 8 Go
Disque dur	SSD ou équivalent

Écran intégré (<u>uniquement pour les tout-en-un</u>)	Le matériel doit intégrer un écran tactile ou équivalent.
Clavier	AZERTY / 105 touches minimum
Ports externes	USB ou technologie équivalente
Souris	Optique à 3 boutons avec roulette de défilement
Norme environnementale	Le matériel doit respecter les normes EPEAT Gold ou équivalent.

3.4 CATÉGORIE 4 : TABLETTES ET ACCESSOIRES

La tablette est un équipement informatique mobile ultraplat se présentant sous la forme d'un unique écran tactile, sans clavier, ni souris et pouvant se connecter sans fil à un réseau informatique de type Wifi. La tablette répond au toucher avec le doigt ou à l'aide d'un stylet et doit permettre aux agents ou demandeurs d'emploi de consulter des contenus multimédias, naviguer sur Internet ou encore exécuter des applications de types bureautiques.

Caractéristiques techniques	Exigences minimales
Taille d'écran	7" minimum
Mémoire de stockage	16 Go minimum
Encombrement maximal	Épaisseur de 14mm maximum
Autonomie de la batterie	6 heures de fonctionnement minimum
Poids (hors accessoires)	1 kg maximum
Norme environnementale	Le matériel doit respecter les normes EPEAT Silver ou équivalent.

4 GARANTIE

4.1 EXIGENCES COMMUNES ET DÉFINITIONS

Pour tout matériel acquis, le Titulaire enregistrera obligatoirement les numéros de série faisant l'objet d'une garantie standard et / ou d'une extension de garantie et produira un certificat d'enregistrement.

Le certificat d'enregistrement est à remettre à l'interlocuteur France Travail désigné, et au Titulaire du marché de services de France Travail, le jour de la livraison sur son site logistique. La date de livraison correspond à la date de démarrage de la garantie.

La mise en œuvre de la garantie, qu'elle soit standard ou étendue, sera assurée par le Titulaire du marché de services « Maintien en conditions opérationnelles (IMAC et panne) de l'environnement de travail informatique de France Travail ».

4.2 DÉFINITION DE LA « GARANTIE STANDARD »

La garantie standard constructeur est définie dans les marchés spécifiques et ne pourra être inférieure à 1 an.

La garantie standard constructeur couvre le matériel fourni et installé sur les sites France Travail (ou assimilés) et partenaires.

Elle comprend l'ensemble des coûts liés aux pièces, à la main d'œuvre et au retour atelier.

4.3 DÉFINITION DE L'« EXTENSION DE GARANTIE »

L'extension de garantie vient compléter la garantie standard et comprend également l'ensemble des coûts et taxes liés aux pièces, à la main d'œuvre et au retour atelier. Elle couvre le matériel fourni et installé sur les sites France Travail (ou assimilés) et partenaires.

France Travail précisera la durée de l'extension de garantie à chaque marché spécifique. Par ailleurs, l'extension de garantie ne sera pas acquise à posteriori de l'acquisition du matériel.

4.4 EXIGENCES DE GARANTIE EN FRANCE MÉTROPOLITAINE (CORSE COMPRISE) ET EN DROM-COM

Le périmètre géographique d'application de la garantie concerne les 4 catégories et porte sur la garantie standard et l'extension de garantie.

5 LIEU D'EXÉCUTION

Les matériels objets des marchés spécifiques sont livrés en France Métropolitaine (à la plateforme logistique centralisée du titulaire du marché de service de France Travail). L'exécution des garanties doit pouvoir couvrir l'ensemble des départements de France métropolitaine et tout département ou région d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion et Mayotte), toute collectivité d'outre-mer (Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin).

6 DESCRIPTION GÉNÉRALE DES CONDITIONS DE LIVRAISON

Les modalités de livraison sont déterminées dans les marchés spécifiques. Elles définiront notamment les zones de livraison, les délais/dates de livraison, modalités de conditionnement.

Elles respecteront au minimum les étapes majeures de la gestion administrative de la livraison présentées dans le schéma ci-dessous :

Légende :

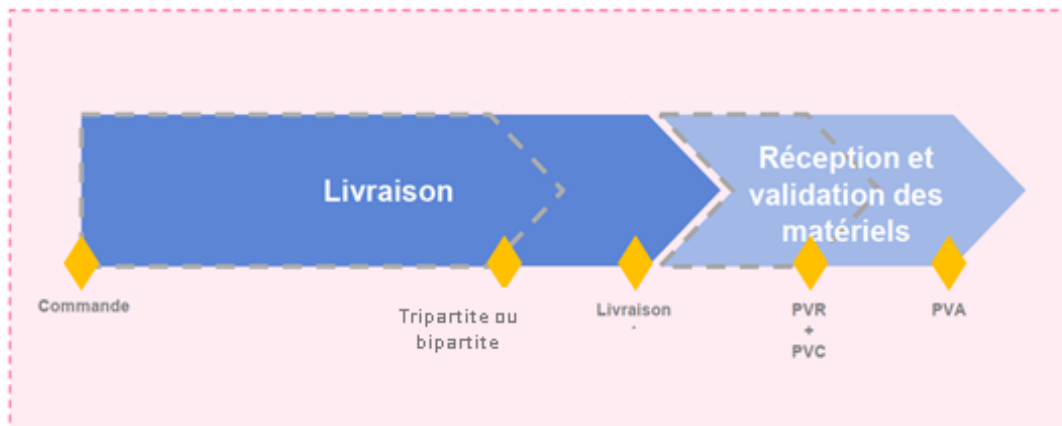


Jalon ou livrable

PVR = Procès verbal de réception

PVC = Procès verbal de conformité

PVA = Procès verbal d'admission



Les matériels sont livrés dans les délais et le lieu précisés dans chaque bon de commande. Ces éléments peuvent être revus lors d'une **réunion tripartite** engageant :

- Le Titulaire du marché de services qui réceptionnera la commande,
- Le Titulaire du marché spécifique, et
- France Travail.

La réunion tripartite a pour objectif de contractualiser les conditions de livraison et notamment :

- L'adresse et le jour de livraison définitifs,
- Le planning de livraison définitif,
- Les conditions de livraison (nombre et dimension des palettes, conditionnement, zone, etc.)

Chaque livraison doit être accompagnée d'un bon de livraison émis par le fournisseur reprenant a minima les informations suivantes :

- Numéro de commande de France Travail,
- Références des constructeurs,
- Désignation du matériel,
- Nombre de colis,
- Quantité,
- Numéro de série.

7 DOCUMENTS RÉGISSANT LE SAD

Le système d'acquisition dynamique est constitué des éléments énumérés ci-dessous.

7.1 PHASE D'ADMISSION

- ▶ Règlement de consultation
- ▶ Le présent document relatif aux Caractéristiques et Modalités d'Exécution (CCME) du Système d'acquisition dynamique,

7.2 PHASE DE MARCHÉ SPÉCIFIQUE (MSP)

- ▶ L'acte d'engagement et ses annexes dans la version résultant des dernières modifications éventuelles,
- ▶ Le contrat et ses annexes :
 - Annexe : Document de sécurité *
- ▶ Le cahier des charges relatif au marché spécifique et ses annexes le cas échéant,
- ▶ Les réponses aux questions posées pendant la phase de questions/réponses (étape : lancement du marché spécifique),
- ▶ Le cadre de réponse technique (CRT) et environnemental
- ▶ La ou les demandes d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.
- ▶ Les bons de commandes,
- ▶ L'offre commerciale du titulaire complémentaire au cadre de réponse technique, et conforme aux exigences du cahier des charges.

**Ces deux annexes sont susceptibles d'être mises à jour par France Travail*

8 DURÉE DU SAD

La durée du système d'acquisition dynamique court à compter de la date à laquelle le premier opérateur économique est informé de son admission quelle que soit la catégorie.

Le système d'acquisition dynamique est conclu pour une durée de six ans.

9 MODALITÉS DE SÉLECTION DANS LE SAD

Les modalités relatives à l'examen des candidats admis dans le système d'acquisition dynamique sont décrites dans le règlement de la consultation.

10 CLAUSES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

10.1 DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES

Rappels des principales réglementations environnementales s'appliquant au marché public :

- DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques, conformément au décret DEEE n°2005-829 du 20 juillet 2005, aux articles du code de l'environnement R 543-172 et suivants, et à la directive 2012/19/UE du 4 juillet 2012 (dite directive DEEE II))
- REACH (règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH))
- ROHS (directive européenne 2011/65/UE dite RoHS II (*Restriction of the Use of Certain Hazardous Substances*) modifiant la directive 2002/95/CE, dite RoHS I, du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques)

Le titulaire respecte la réglementation applicable aux différents éléments mentionnés ci-dessus, y compris lorsque celle-ci vient à évoluer lors de l'exécution du marché. Il communique, sans délai, tous les documents et justificatifs nécessaires sur demande de France Travail.

En cas d'évolution de la réglementation concernée, le titulaire communique à France Travail les mesures qu'il entend mettre en œuvre pour s'y conformer.

En cas de manquement, le titulaire encourt les sanctions prévues par la réglementation concernée, sans préjudice des dédommagements pouvant lui être réclamés.

Les enjeux de développement durable liés aux achats de matériels informatiques sont définis par les impacts nombreux de cette famille de biens de consommation en matière environnementale, sociale et sociétale à tous les stades du cycle de vie. Les thèmes traités dans le présent marché public s'inscrivent donc dans une approche de cycle de vie des produits : identification et réduction des impacts environnementaux et sociaux dans les phases de fabrication, d'utilisation et de gestion de la fin de vie des équipements.

10.1.1 Dispositions environnementales communes à toutes les catégories

Certaines exigences sont communes à toutes les catégories, d'autres sont propres à chaque type de matériel.

Par ailleurs, les matériels répondent aux exigences minimales suivantes :

- ▶ Une longue durée d'utilisation ;
- ▶ Des possibilités de réparation ;
- ▶ Une adaptation aux besoins (pas de sur-spécifications) ;
- ▶ Une consommation énergétique économe ;
- ▶ Une capacité de recyclage des matériels et d'utilisation de matériaux recyclés ;
- ▶ Une réduction des polluants et des substances toxiques ;
- ▶ Une exclusion des substances cancérigènes et des métaux lourds ;

- Un faible rayonnement électromagnétique.

10.1.2 Durée de vie des matériels (hors accessoires)

Les matériels fournis dans le cadre du présent marché doivent permettre de faire évoluer la version des systèmes d'exploitation et les logiciels, sans nécessité de faire évoluer ou de remplacer les équipements.

10.1.3 Fiabilité et transparence des informations sur la qualité environnementale et sociale des produits

Durant l'exécution du marché, les équipements fournis doivent être accompagnés des moyens de preuve relatifs à leur capacité de mise à jour, leur capacité de recyclage, leur efficacité énergétique, leurs composants et leurs émissions. Ces éléments sont fournis sur simple demande du pouvoir adjudicateur durant l'exécution du marché spécifique.

Pour les équipements bénéficiant d'un label environnemental, les performances environnementales citées supra sont réputées couvertes par le label. Les titulaires sont tenus alors de fournir, sur simple demande du pouvoir adjudicateur pendant la durée du marché spécifique les certifications associées à ces labels.

Ces moyens de preuve doivent être transparents (délivrés par une autorité indépendante), fiables (mention explicite de l'équipement bénéficiant du label) et non échus (certification en cours de validité).

Évolution des spécifications techniques et environnementales

Les titulaires du marché sont invités à porter à la connaissance du pouvoir adjudicateur toute nouvelle labellisation dont pourrait bénéficier les équipements objet du marché et ce durant toute la période d'exécution de ce dernier, étant entendu que cette nouvelle certification constitue un niveau supérieur d'exigence en matière de performance environnementale par rapport à celle dont bénéficie l'équipement au moment de l'attribution du marché.

France Travail pourra faire évoluer ses exigences environnementales tout au cours de la durée du SAD pour les adapter aux nouvelles réglementations ou aux évolutions et innovations qui pourraient intervenir.

11 MODALITÉS DE REMISE EN CONCURRENCE POUR L'ATTRIBUTION DES MARCHÉS SPÉCIFIQUES

11.1 CONDITIONS GÉNÉRALES DE PASSATION DES MARCHÉS SPÉCIFIQUES

Lors de la survenance d'un besoin, une procédure de remise en concurrence des opérateurs économiques admis dans le système est organisée conformément aux dispositions des articles R.2162-49 à R.2162-51 du code de la commande publique.

Les marchés passés au titre du SAD sont des marchés spécifiques exécutés par l'émission de bons de commande.

Les catégories du présent SAD sont estimées comme suit :

Catégories		Total catégories
1 – Ordinateurs portables	Qté.	67 000

2 – Moniteurs	Qté.	50 000
3 – Ordinateurs fixes	Qté.	8 500
4 – Tablettes	Qté.	16 000

11.2 DURÉE DES MARCHÉS SPÉCIFIQUES

Les marchés spécifiques sont conclus pour une durée ne pouvant être supérieure à quarante-huit mois (48) à compter de leur date de notification.

La durée des marchés spécifiques ne peut dépasser de plus de six mois (6) la durée de validité du système d'acquisition dynamique.

L'émission des bons de commande issus des marchés spécifiques ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché spécifique. Le pouvoir adjudicateur ne peut cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution des marchés spécifiques se prolonge au-delà de la date limite de validité des marchés spécifiques dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

11.3 DOCUMENTS REMIS AUX CANDIDATS LORS DE L'ENVOI DE L'INVITATION À SOUMISSIONNER

En vue de la passation d'un marché spécifique, France Travail invite simultanément et par écrit les candidats admis à soumissionner ou à participer.

L'invitation comprend au minimum :

- 1) Les références des avis d'appel à la concurrence du SAD publiés ;
- 2) La date limite de réception des offres, l'adresse à laquelle les offres doivent être remises ;
- 3) La liste des documents à fournir ;
- 4) La pondération ou la hiérarchisation des critères d'attribution du marché spécifique si ces renseignements ne figurent pas dans les documents de la consultation ;
- 5) L'adresse du profil d'acheteur sur lequel les documents de la consultation sont mis à disposition des candidats ;
- 6) Le délai de validité de l'offre.

11.4 ORGANISATION DE LA MISE EN CONCURRENCE DANS LE CADRE DES MARCHÉS SPÉCIFIQUES

11.4.1 Modalités de choix de l'offre

11.4.1.1 Les critères d'attribution des marchés spécifiques

Les marchés spécifiques sont passés avec le ou les opérateurs préalablement sélectionnés, dont l'(ou les) offre(s) est (sont) jugée(s) économiquement la (ou les) plus avantageuse(s).

En application des dispositions de l'article R. 2162-51 du code de la commande publique, les critères d'attribution des marchés spécifiques sont précisés dans l'invitation à soumissionner.

Le pouvoir adjudicateur indiquera dans la lettre d'invitation à soumissionner, la pondération exacte des critères d'attribution en fonction de leur variable d'ajustement indiquée dans les grilles de définition des critères d'attribution ci-dessous.

11.4.1.2 Critères d'attribution pour toutes les catégories

Critères de notation des offres pour les MSP		Pondération
1	Financier	De 60 à 85 %
2	Technique / délais	De 5 à 35 %
3	RSE	De 10 à 40 %

11.4.2 Test de conformité et / ou évaluation d'ergonomie des matériels

Lors de la passation d'un marché spécifique et pour toutes les catégories de matériels, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir à des essais de conformité et/ ou d'ergonomie des matériels en fonction des exigences en matière de sécurité et de performance qui seront indiqués comme valeur minimales obligatoires dans les cahiers des charges.

A ce titre, France Travail pourra notamment procéder aux :

- ▶ Vérifications des caractéristiques techniques,
- ▶ Tests contradictoires de performance,
- ▶ Tests d'intégrité et de sécurité.
- ▶ Évaluation de l'ergonomie des matériels

Les modalités de réalisation des tests de conformité et/ ou d'évaluation des marchés spécifiques seront indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de consultation.

11.4.3 Suivi de l'exécution des marchés spécifiques par France Travail

Durant l'exécution des marchés spécifiques, et à la demande de France Travail, le titulaire fournit un fichier normalisé récapitulant l'ensemble des matériels et prestations commandés (livrés ou non) au titre du marché spécifique. Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp

Le fichier comprend au minimum les informations suivantes :

- ▶ Quantité de matériels commandés ;

Pour les prestations et les accessoires associés :

- ▶ Quantité par référence de prestations et d'accessoires,
- ▶ Chiffres d'affaires par références de prestations et d'accessoires,
- ▶ Relevé des pénalités appliquées par France Travail,

- ▶ Le fichier renseigné est transmis sous forme électronique (tableur) par messagerie au cours du mois suivant la fin du marché spécifique ou la demande formulée par France Travail en cours d'exécution du marché.

12 DISPOSITIONS DIVERSES

12.1 EXCLUSION D'UN CANDIDAT ADMIS

Le pouvoir adjudicateur peut prononcer sans indemnité, l'exclusion à l'égard de tout candidat admis dans le SAD pour une période déterminée dans la notification d'exclusion. Cette décision d'exclusion ne peut intervenir qu'après que l'opérateur en a été informé et invité à présenter ses observations dans un délai de 15 jours dès réception de la décision d'exclusion. L'exclusion prend effet à la date fixée dans la décision ou à la date de notification de cette décision. Cette exclusion peut intervenir pour un candidat :

- ▶ Dont le marché spécifique, en tant que titulaire, a été résilié pour faute par le pouvoir adjudicateur,
- ▶ En cas de manquements graves et répétés à ses obligations contractuelles, notamment la livraison répétée de matériels non conformes aux exigences techniques,
- ▶ Qui se déclare dans l'incapacité d'exécuter le (les) marché(s) spécifique(s) dont il est titulaire,

12.2 FORME DES NOTIFICATIONS ET DES INFORMATIONS

France Travail notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai par messagerie.

12.3 LANGUE

Tous les documents écrits remis par le titulaire à l'acheteur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre l'acheteur et le titulaire durant la phase d'exécution du SAD s'effectuera en français.

12.4 ASSURANCES

Les modalités d'assurances sont définies dans les marchés spécifiques.

12.5 RÉSILIATION

Les modalités de résiliation sont définies dans les marchés spécifiques.

12.6 DIFFÉRENDS ET LITIGES

Le droit français est seul applicable.

En cas de différend relatif à l'exécution et/ou à l'interprétation des stipulations du marché, France Travail et le Titulaire s'efforcent de rechercher une solution amiable et équitable.

Tout différend doit faire l'objet de la part du Titulaire d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées.

Ce mémoire doit être communiqué à France Travail dans un délai de deux mois (2) à compter du jour où le différend est apparu.

France Travail dispose d'un délai de deux mois (2) à compter de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

A défaut de solution amiable, le tribunal administratif de Montreuil est territorialement compétent, en application du second alinéa de l'article R. 312-11 du Code de Justice Administrative. En outre, France Travail ou le Titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable ou au médiateur des entreprises dans les conditions mentionnées à l'R. 2197-1, R. 2197-16, R. 2197-23, R. 2197-24 et R. 2197-16 du code de la commande publique.